

DÉTRESSE IN MOROCCO

La détresse des immigrés subsahariens est à son comble. Ceux qui espéraient vivre paisiblement dans un pays connu pour son hospitalité et son sens de la tolérance ne comprennent ni comment, ni pourquoi cette générosité s'est brusquement métamorphosé, laissant la place à une animosité et un refus insoutenable à l'égard d'une population totalement désarmée

Par Mohcine Loughzal

Tout commence le 14 mai 2012. Amadou, un jeune Malien résidant dans le quartier populaire de Takadoun, à Rabat, trouve la mort après avoir reçu plusieurs coups de couteau suite à une altercation avec un Marocain dans une épicerie. Son seul crime, ne pas avoir voulu laisser passer son tour à la caisse. Pour Marcel Amiyeto, porte-parole du Conseil des migrants subsahariens au Maroc, la situation des immigrés subsahariens au Maroc témoigne d'un véritable enfer qu'ils se voient contraints de vivre au quotidien. Et Amiyeto d'ajouter «le quartier Takadoun s'était transformé en véritable champ de bataille après l'assassinat du jeune Amadou (...) ce qui me choque encore plus, ce sont ces personnes qui ont défendu le meurtrier, alors qu'ils auraient dû nous aider à le présenter à la police.» De son côté, le président du Collectif des communautés subsahariennes au Maroc, Pierre Delagrangé a estimé que ce drame est la conséquence de la recrudescence du racisme anti-noirs que connaît le Royaume.

Agressions à répétition

Les agressions dont souffrent les subsahariens durent depuis un bon moment. Delagrangé affirme que les agressions sur les immigrés subsahariens se sont propagées à plusieurs à plusieurs quartiers de la capitale économique comme «Douar Kouraa» et «Kamal Sabah». Plusieurs femmes subsahariennes ont même affirmé au

Temps que «le mal de vivre» que ressentent les Africains au Maroc est devenu une réalité dans plusieurs villes comme Casablanca, Kenitra ou Oujda. «Ce sentiment d'insécurité et de peur s'est accentué après qu'un parlementaire dont je préfère taire le nom, nous a assimilés aux terroristes formés en Libye et qui combattent au côté du régime de l'ex-dictateur déchu, Mouammar Kadhafi. Pierre

Delagrangé et Marcel Amiyeto sont d'accord pour dire que le Maroc est connu pour être un pays qui prône la pluralité et la différence. «le Royaume du Maroc est connu à l'échelle internationale pour être une terre d'accueil où les citoyens sont chaleureux et ne repoussent personne malgré la différence de langue, de religion et de couleur de peau (...) nous avons pu voir beaucoup de personnes noires vivre au Maroc et travailler à des postes assez importants. Nous ne comprenons pas pourquoi la situation a changé. Depuis que le PJD est au pouvoir, notre dossier est passé aux oubliettes», regrettent-ils.

Regroupement syndical

Prenant conscience de la gravité des difficultés auxquels ils font face, de nombreux subsahariens établis au Maroc ont

décidé de se regrouper en syndicat. En attendant, ils essaient tant bien que mal de participer aux différentes manifestations qui appellent au respect de la dignité humaine et des droits des travailleurs. 40 jours après les manifestations organisées le premier mai 2012 à l'occasion de la fête du Travail, le porte-parole du Conseil des migrants subsahariens au Maroc Marcel Amiyeto fut arrêté par les autorités. Il a été accusé d'avoir pris part à des manifestations à caractère politique alors que sa situation en tant qu'immigré ne lui en donne pas la possibilité.

Le quartier Takadoun s'était transformé en véritable champ de bataille après l'assassinat du jeune Amadou

Les ONG s'en mêlent

Le 20 juin à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, l'Association Marocaine des Droits de l'Homme a célébré cette manifestation en grandes pompes. Pour Khadija Ryadi, présidente de l'association, les migrants subsahariens vivent un véritable calvaire au Maroc et sont l'exemple vivant du contraste qui existe selon elle, entre les déclarations d'intentions faites par les politiques et la réalité sur le terrain. «Nos politiques ne cessent de nous rabâcher que le Maroc défend les droits de l'homme et qu'il n'y a aucune discrimination raciale dans notre pays. La réalité démontre le contraire (...)». L'État marocain doit honorer ses obligations internationales concernant les réfugiés et demandeurs d'asile,

protéger leurs droits et respecter la dignité humaine comme stipulé dans les instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme et au droit international humanitaire : « devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays ». De son côté, le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger et l'Institut de recherche sur les politiques publiques ont organisé en collaboration avec la Plateforme pour la coopération internationale sur les sans-

papiers. La rencontre qui a eu lieu le mercredi 4 juillet 2012 sur le thème « *Les migrants irréguliers au Maroc : entre droits et justice* », a été l'occasion de se pencher sur la question des femmes victimes de violences et de faciliter l'élaboration d'une vision concertée sur les mécanismes et stratégies à adopter en vue d'apporter un changement positif à la situation des migrants au Maroc. Pour les responsables ce séminaire s'inscrit dans le cadre du projet « *Beyond irregularity* » financé par

l'Union européenne. D'une durée de deux années, ce programme associe plusieurs partenaires, à savoir le Maroc, la Grande-Bretagne, la Belgique et le Nigeria. En attendant de meilleurs auspices, les migrants et surtout les Subsahariens attendent que justice leur soit rendue. Loin de leur pays d'origine, ces nomades des temps modernes recherchent désespérément un « chez-soi », il incombe au Maroc, terre d'hospitalité, de réaliser leur rêve... somme toute modeste. ■ M.L

Une communauté de plus en plus importante

La direction de la migration et de surveillance des frontières relevant du ministère de l'Intérieur avait estimé le nombre des immigrés subsahariens à environ 10 000 personnes. Mais ce chiffre est bien en deçà de la réalité. Les immigrés subsahariens estiment que leur nombre frôlerait les 35 000 migrants voire au-delà. Plus de 7 000 d'entre eux seraient étudiants, sans parler des plus chanceux qui ont réussi à s'intégrer totalement en exerçant des métiers comme la médecine, l'ingénierie, la communication et le journalisme. Ces immigrés « chanceux », soulignent néanmoins qu'ils n'étaient pas venus au Maroc pour s'y installer et que malgré leurs statuts au sein de la société, ils gardent toujours à l'esprit que le Maroc n'est qu'une

passerelle vers le vieux continent, en dépit de la crise financière qui y règne.

Sécurité des frontières oblige

En 2008, un groupe de 50 migrants subsahariens a été arrêté par les forces de l'ordre alors qu'il tentait de forcer le passage au préside occupé de Mellilia. Les Subsahariens, arrêtés au niveau du douar Iyas-senen, avaient tenté vers six heures du matin de passer en force à Mellilia par une brèche ouverte par les pluies torrentielles dans la clôture entourant la ville occupée. Cette attitude des forces de l'ordre marocaine serait principalement due au fait que le Royaume doit honorer les accords portant sur la défense des frontières avec l'Europe.

Le 20 juin à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, l'Association Marocaine des Droits de l'Homme a célébré cette manifestation

